COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

Samedi 22 Décembre 1979 — N°49 — PRIX ANTILLES 1F50, FRANCE 2F

Editorial

CASTRO ! FAIS - MOI PEUR !

Dans le numéro du Point de la semaine du 17 au 23 Décembre, plusieurs articles sont consacrés à la situation dans la Caraibe et plus particulièrement dans les petites Antilles, ex-anglaises et françaises. Le titre principal «Castro Si, Castro No» situe d'emblée l'intention des auteurs de ces différents articles.

Le premier commence par l'attentat perpétré par des indépendantistes Porto-Ricains contre des soldats américains basés à Porto Rico. Suivent la prise du pouvoir à Grenade par Bishop et son commando, la tentative d'occupation de l'ile Union par des Rastas. Pour les auteurs, Castro est à l'origine de tout ce remue-ménage, tout en n'y étant pas. Car «elles (les Antilles) peuvent craindre d'offrir à Castro les conditions propices à la subversion.». Car reconnaissent les correspondants du journal «Le Point», les Antilles, du nord au sud, offrent des conditions propices à des actions de type castriste, conditions à la fois économiques pour les anciennes Antilles anglaises, et politiques pour les Françaises.

Il en est ainsi de Grenade, mais aussi de la Dominique, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent où opéreraient de nombreux mouvements «pro-castristes».

Même la Guadeloupe et la Martinique ne seraient pas épargnées par cette fièvre castriste, de nature différente il est vrai.

Pour les journalistes du Point. dans ces deux dernières colonies françaises, la menace se situerait plutôt sur le plan culturel ! Et nos journalistes de citer l'exemple du SERMAC (Service Municipal d'Action Culturelle) de Fort-de-France, et de l'OMC (Office Municipal de la Culture) de Pointe-à-Pitre, qui auraient des relations très étroites avec Cuba ! De là à les considérer comme des têtes de pont castristes en Guadeloupe et en Martinique, il n'y a qu'un pas que les auteurs de ces articles ne franchissent pas complétement. De toute façon, pour eux, il y a une menace de ce côté-ci, reprenant en cela les arguments de politiciens de droite comme les Sablé, Bernier, et autres membres du PR ou du RPR.

Heureusement, selon ces messieurs, Paul Dijoud, le ministre des colonies, a senti le danger à temps ! Il vient en effet de lancer une offensive sur le terrain culturel, qui jusqu'alors était laissé à l'initiative des seuls «partisans» de Castro. Heureusement aussi que le gouvernement français a compris les dangers de la menace castriste et qu'il s'est lancé dans une offensive de charme à l'adresse des anciennes Antilles anglaises qui viennent d'obtenir leur indépendance ! Le crédit de la France est donc grand dans la région, ce qui rassure un peu nos journalistes du Point. Car, croient-ils, il suffit de quelques miettes du colonialisme français pour que les Antillais, de la Guadeloupe et de la Martinique, en passant par la Dominique, Saint-Vincent, Sainte Lucie et Grenade renoncent à leur dignité!

MARTINIQUE

La justice coloniale à l'oeuvre !

Cette semaine a encore apporté son lot de méfaits de la part de la justice coloniale.

Ainsi, la Cour d'Appel du Tribunal de Fort-de-France a condamné Albert Oscar à 2 mois de prison ferme et 3 mois de prison avec sursis. La justice coloniale a montré ainsi que, en cas de bagarre opposant un Antillais à un Français, il ne suffit pas pour l'Antillais d'être estropié par le Français s'il veut être relaxé. Il ne faut surtout pas qu'il tente de se défendre, il faut qu'il accepte d'être battu et content à la fois. Car, dans le conflit qui a opposé Oscar à Olivieri, c'est ce dernier l'agresseur, c'est Olivieri qui a frappé Oscar, c'est Oscar qui a une épaule luxée et s'est retrouvé à l'hôpital ! Ainsi, la preuve est administrée par la «justice», dans les colonies, un Antillais ne peut avoir raison contre un Français, surtout si celui-ci a un poste de responsabilité quelconque!

Parallèlement, le Parquet a fait appel pour tous les jeunes impliqués dans l'affaire dite des jeunes de Schœlcher. Même pour L.R., le mineur condamné à 2 mois de prison ferme, le Parquet a estimé que la sentence n'était pas assez forte !

Par ailleurs, cinq personnes ont été inculpées après la plainte déposée par FR3 lorsqu'une centaine de personnes étaient allées exiger des responsables de la station qu'ils laissent un temps d'antenne au Comité de Soutien aux Jeunes Emprisonnés pour expliquer son action à la population, lors de l'emprisonnement des jeunes de Schœlcher.

La simultanéité de ces actions en justice est remarquable. On veut sans doute nous montrer que nous sommes dans une société coloniale. La population, les jeunes et les travailleurs s'en souviendront pour protester encore plus fort contre le colonialisme, sa justice et ses tribunaux.

RHODESIE : VA-T-ON VERS UN POUVOIR NOIR ?

Aux termes d'un accord entre Londres, le gouvernement rhodésien et les mouvements nationalistes qui le combattaient, la Rhodésie a changé de statut mercredi 12 Décembre. La sécession de 14 ans, voulue par la minorité blanche, prend ainsi fin. La Rhodésie redevient colonie de la Grande-Bretagne pour quelques mois. En effet, Lord Soames, le nouveau gouverneur de Rhodésie nommé par Londres a reçu comme mission de préparer la prochaine indépendance du pays.

En acceptant l'autorité de Londres, les 250 000 blancs de Rhodésie visent uniquement à mettre fin aux quelques mesures d'embargo qui frappent la Rhodésie. Depuis 1965 en effet les Nations Unies avaient décidé l'embargo économique du pays, car les blancs sous la direction de Ian Smith avaient décidé unilatéralement l'indépendance du pays et avaient mis en place un régime raciste: Les blancs dominaient tout, et disposaient de toutes les richesses. Les cinq millions de noirs n'avaient eux aucun droit si ce n'est celui de se faire exploiter.

Les masses noires n'acceptèrent pas cette situation, elles se révoltèrent. Des groupes de guerilleros se formèrent sous la direction de chefs nationalistes comme N'KOMO, MUGABE et de l'évêque MUZOREWA.

Le pouvoir blanc se heurta non seulement à la guérilla mais aussi à des difficultés économiques dues à ces quelques mesures de boycott décidées par l'ONU. Ces difficultés furent aggravées par la crise économique. Pour faire face à la situation, les Blancs de Rhodésie vont tenter plusieurs manœuvres. Ainsi, en 1978, Ian Smith décida d'associer au pouvoir les nationalistes noirs modérés groupés autour de Muzorewa. Un gouvernement à majorité noire fut mis en place. Mais le pouvoir et la direction économique demeuraient aux mains des Blancs. Un premier ministre Noir et l'atténuation des mesures les plus cyniques de l'apartheid n'ont pas entraîné la levée de l'embargo et la fin de la guerilla. Au contraire, les guerilleros se montrèrent de plus en plus menaçants, malgré l'intervention des troupes Sud Africaines et des bombardements des bases des guerilleros en Zambie et en Mozambique.

Abel Muzorewa, l'actuel premier ministre de Rhodésie. Mais le pouvoir réel appartient aux Blancs.

A l'heure où nous écrivons, le cessez-le feu entre les organisations nationalistes noires du Front Patriotique et le gouvernement blanc de Ian Smith patronné par le représentant de la Grande-Bretagne n'est toujours pas signé. La discussion achoppe sur un point important aux yeux du Front Patriotique. Celui du re-

suite page 4

RACINES : Origine et causes de l'esclavage

Depuis le mercredi 12 et à raison de 2 séances par semaine, FR3 projette à la fois en Guadeloupe et en Martinique le feuilleton télévisé «Racines». Cette émission est tirée du roman à grand succès du même nom écrit par un noir américain, Alex Haley. Comme le livre, le film télévisé a connu un grand retentissement international et c'est avec beaucoup de retard et bien des demandes et des réclamations que l'on a accepté de la projeter aux Antilles.

C'est donc un succès énorme que rencontre le feuilleton aux Antilles, au point que, au moment où il est diffusé, il n'y a plus pratiquement personne dans les rues, tout un chacun se précipitant devant un poste de télévision pour suivre l'émission. L'intérêt est grand comme en témoignent les nombreuses discussions qui ont lieu après le passage du film. Des opinions diverses sont émises. Ainsi (à tort ou à raison, nous n'avons pu le vérifier) nombreux sont ceux qui pensent que FR3 a coupé des parties du film.

C'est que les Antillais, pour la plupart n'ont pas manqué de s'identifier au héros des premiers épisodes, le jeune mandingue Kounta Kinté, arraché de son village de Gambie en Afrique et vendu comme esclave en Amérique. L'esclavage aboli depuis plus de 130 ans à la Guadeloupe et à la Martinique demeure encore un fait réel dans la conscience populaire. Les plaies formées après plus de 200 ans de traitement inhumain, pendant lesquels les esclaves ont été traités comme des bêtes, ces plaies demeurent encore vives. Car même après qu'ils eurent arraché leur liberté, la discrimination raciale, le mépris colonial n'ont pas cessé.

Guadeloupe et Martinique demeurent encore des colonies dans lesquelles une minorité de la population, parce qu'elle est blanche, jouit de fait de privilèges exorbitants par rapport à la majorité. Voilà pourquoi la dénonciation du racisme et de la cruauté des maîtres d'il y a deux siècles rencontre encore un tel écho.

Mais à côté de cette puissance évocatrice, le

suite page 4

GUYANE :

DECIDEMENT, ARIANE NE PASSE PAS LA RAMPE !

Et la fusée Ariane est restée en plan : elle n'est pas partie. Giscard et tous ceux qui s'apprêtaient non pas à fêter un exploit scientifique mais la route qu'ils croient ouverte vers un nouveau marché ont dû rentrer et leurs sourires satisfaits et leurs déclarations triomphantes sur la «technique française etc...»

Les organisations politiques et syndicales de Guyane avaient appelé à une grève générale pendant cette période de lancement de la fusée Ariane. Ils voulaient attirer l'attention des journalistes présents sur la situation politique de ce pays d'Amérique Latine qui a vu ses deux voisins le Guyana et le Surinam (ex-colonies anglaise et hollandaise) devenir des états indépendants, pendant que lui même restait sous la domination directe de l'impérialisme français.

Les correspondances radio-diffusées par FR3 ont évité soigneusement de parler en détail de prises de position ou manifestations des mouvements nationalistes ou autonomistes. Pourtant FR3 a dû parler de grève qui se serait déroulée à Cayenne , de mouvement des petits commerçants sans autres précisions quant au lien que cela aurait avec l'appel des organisations de l'opposition guyanaise.

Quoiqu'il en soit, plusieurs évènements politiques ont montré ces dernières années et tout récemment encore qu'une opposition existe contre la présence française en Guyane.

La Guyane souffre évidemment des mêmes maux que tous les pays sous-développés, sous-équipement, manque de travail pour les femmes et les jeunes en particulier, alliés à une domination politique sans partage de l'Etat français. Ce territoire grand comme trois fois la Belgique, ayant une frontière commune avec le Brésil, est couvert par une vaste forêt dont les ressources sont régulièrement l'objet de spéculations gouvernementales. Chaque ministre de passage promet de tirer de cette forêt de quoi faire le bonheur des Guyanais.

Cayenne : Manifestation populaire en 1975

La Guyane est sous-peuplée : 55 000 habitants y vivent sur un territoire de 91 000 Km^2. C'est essentiellement la fonction publique qui en constitue la principale activité économique. Il existe quelques exploitations forestières, une usine de mise en boîte de crevettes, quelques activités dans le bâtiment. Il n'y a pas un plan systématique pour développer cette région en fonction des intérêts de la population qui y vit. Du reste il n'y a aucun lien économique avec le Surinam voisin que seul le fleuve Maroni et la frontière française séparent de l'autre Guyane.

Les Guyanais ont exprimé depuis longtemps leur désir d'être associés à la conduite des affaires de la Guyane ou alors d'avoir l'indépendance de leur pays.

C'est Justin Catayée qui revendiqua en 1962 à l'Assemblée Nationale en France ce droit . Et devant le refus de toute concession de la part du gouvernement français, il retourna en Guyane en annonçant qu'il allait appeler le peuple guyanais à se battre pour l'indépendance. A cette époque, les trois mouvements anti-colonialistes de Martinique, Guadeloupe et Guyane étaient d'ailleurs unis en un Front Antillo-Guyanais. Mais Catayée avec deux autres leaders des Antilles (Tropos et Béville) revenant ensemble aux Antilles-Guyane, périrent dans l'accident du Boeing 707 qui les ramenait ici.

Après la mort de Catayée qui dirigeait le parti socialiste, divers mouvements prirent naissance et en particulier un groupement pour l'indépendance le MOGUYDE dont plusieurs militants furent arrêtés en 1974 et janvier 75.

Depuis en plusieurs occasions même au sein du Conseil Général, où il y a eu des majorités contre la politique coloniale, des voix se sont élevées pour réclamer une certaine autonomie. Actuellement, il y a au sein même du principal parti le PSG et du principal syndicat Union des Travailleurs Guyanais (UTG) une forte poussée dans le sens de l'indépendance.

Des trois «DOM» d'Amérique, notons que la Guyane est celui qui contient le plus de troupes de répression. On y trouve notamment une partie des légionnaires que la population du Sud de la France considérait comme indésirables.

Alors pour les Guyanais, l'essentiel ce n'est certainement pas le problème de la fusée de Kourou. Le report du tir pour eux cela signifiera une nouvelle occasion à mettre à profit pour mieux faire entendre leurs revendications et leur aspiration à la dignité.

MARTINIQUE, DECEMBRE 1959 :

LA REVOLTE DE LA JEUNESSE CONTRE LE COLONIALISME

UNE SITUATION SOCIALE EXPLOSIVE

1959 : Treize ans après le vote de la loi de départementalisation qui devait faire de la Martinique, d'après ses promoteurs, un département français à l'égal des autres, les espoirs se sont envolés : les lois ne sont toujours pas les mêmes qu'en France, les salaires sont nettement plus bas, les prestations sociales, quand elles existent, sont servies au rabais. Surtout, une plaie de plus en plus vive ronge le système tout entier : le chômage, qui se développe et touche les catégories les plus jeunes de la population. De plus en plus nombreux sont les jeunes qui, sortis de l'école, errent à la recherche d'un emploi. Recherche sans espoir, car à toute cette jeunesse qui s'offre sur le marché du travail, le système colonial n'a rien à proposer. Bien au contraire, , les licenciements se multiplient. Au cours de l'année 59 par exemple, la Transat procède à des licenciements massifs après avoir fermé ses ateliers techniques. Cette même année, les ouvriers agricoles s'inquiètent du projet des gros propriétaires et des usiniers de faire venir de nombreux travailleurs des iles anglaises pour les embaucher à bas prix, à leur place, en vue de la prochaine récolte.

Ceux qui luttent contre les licenciements sont inquiétés et réprimés. En avril, les ouvriers de la SEEM qui font plus d'un mois de grève contre le renvoi du tiers d'entre eux, se heurtent à la police. Leur délégué syndical est arrêté et emprisonné.

Les forces de répression, police et CRS, rivalisent de brutalité et d'arrogance. Les CRS se conduisent comme en pays conquis, au point même que plusieurs d'entre eux ont dû être rapatriés d'urgence pour avoir commis trop de «bavures» contre la population. Le racisme est ouvertement entretenu par certains européens habitués à d'autres colonies. Ceux-là ont trouvé immédiatement emploi et belle situation, tandisque le gros de la population végète et que la jeunesse se trouve réduite au chômage.

Cette situation provoque l'exaspération de très nombreux jeunes, et il suffira d'un inci dent pour mettre le feu aux poudres, d'autant plus que les CRS, en ce jour du dimanche 20 décembre, se livrent à une véritable provocation.

LES EVENEMENTS

En effet, ce soir -là, aux alentours de la Savane se produit un banal accrochage entre une voiture conduite par un Blanc, et un scooter conduit par un Noir. Une discussion s'ensuit, puis une dispute. La foule s'amasse autour des deux protagonistes, d'autant plus nombreuse qu'il y a au même moment un concert sur la Savane. C'est alors que les CRS surgissent brusquement, alertés par on ne sait qui, mais visiblement venus à la rescousse de l'Européen. Sans aucune sommation, ils chargent violemment la foule à coups de matraques et de grenades lacrymogènes, tirant des coups de fusil. Un homme est blessé d'une balle alors qu'il se trouvait chez lui. De nombreuses autres personnes sont blessées.

C'est un soulèvement général d'indignation. La colère éclate, surtout parmi les jeunes. L'affrontement entre jeunes et CRS se poursuit jusque tard dans la nuit. Le lendemain les jeunes décident une expédition punitive contre les CRS et ceux qui les ont alertés. Ils font la chasse aux Blancs dans les rues. Les CRS répriment violemment. C'est l'émeute. Des barricades sont élevées dans les rues. Des magasins riches ont leur vitrine brisée. La police intervient à son tour. La réaction des jeunes se dirige contre elle et le commissariat est attaqué. CRS et policiers n'hésitent pas à tirer. Contre les jets de pierres et de cocktails molotov, ils répondent à coups de mitraillette . Trois jeunes tombent sous les balles, morts : Betzi, Marajo, Rosile. Une dizaine de personnes sont blessées par balles. On ne compte plus les blessés par gaz ou par coups de crosse et de matraques

Jeunes et forces de répression s'affronteront farouchement deux jours de suite dans la ville jusqu'au mardi 22 décembre. Le couvre feu est décrété. Le navire «De Grasse» rempli de forces armées est prêt à appareiller à Brest en direction des Antilles pour mater la «révolte».

LES REACTIONS DES PARTIS POLITIQUES

Face à un tel déferlement de violence qui a surpris tout le monde politique, les partis réagissent différemment. Si la droite se déchaine contre les «semeurs de troubles» et les «provocateurs», la gauche n'en est pas moins divisée. Le PPM, créé récemment autour de Césaire qui a quitté avec fracas le Parti Communiste trois ans auparavant, et le PCM se déchirent à belles dents et s'accusent mutuellement des pires crimes.

Ainsi, le lendemain même du déclenchement de l'émeute, le 21 décembre, le Bureau Politique du PCM déclare : «Dans ces heures tragiques, chacun a pu constater l'absence totale des dirigeants de la Municipalité de Fort-de-France qui ont manqué à leurs devoirs élémentaires en abandonnant la population à la sanglante répression policière. Le Parti Communiste Martiniquais proclame sa solidarité avec les masses martiniquaises en lutte contre le racisme et le colonialisme».

Le PPM réplique en accusant le PCM d'exploiter le mouvement pour tenter de renverser la mairie de Fort-de-France. C'est ainsi qu'on peut lire sous la plume du Dr Aliker, dans le numéro spécial du Progressiste du 31 décembre, et sous le titre «Les petits malins sanglants» : (Il ne faut pas confondre) « l'explosion de la colère populaire résultant de la situation intolérable qui nous est faite, et . . . l'exploitation de cette colère par des gens qui avaient en vue toute autre chose que la satisfaction des légitimes revendications de notre population et qui en fait, sont responsables d'une partie au moins du sang versé. Ces gens . . . venus de tous les partis de l'informe rassemblement anti-PPM, ces UNR, ces communistes, ces socialistes, associés à des affairistes connus, voulaient, espéraient se servir de la légitime colère d'un peuple à bout de patience comme d'un levier pour renverser la Municipalité Progressiste du Chef-lieu».

Mais sous la pression des évènements, l'unanimité, de la droite à la gauche, se fait au Conseil Général, qui va jusqu'à voter une motion réclamant, sans prononcer d'ailleurs ni le mot d'autonomie, ni celui d'indépendance, un changement ou plutot un aménagement du statut des DOM «dans un sens plus conforme aux aspirations des populations intéressées». Césaire peut proclamer triomphalement : «L'essentiel est que pour la première fois voisinent côte à côte autour d'une même table et partageant les mêmes responsabilités, un président socialiste, et des vice-présidents communiste, PPM et UNR. Cela est bien». Et il ajoute : « Le Conseil Général, par la désignation de son bureau et la composition de ses commissions, affirme sa volonté d'union pour répondre au vœu unanime du pays. Dans la situation actuelle, l'intérêt martiniquais exige un front commun contre la Misère, le Chômage, le Colonialisme, la Répression Policière».

Ce front commun de la droite à la gauche «contre le colonialisme» se réduit en fait à quelques proclamations, quelques motions et quelques vœux de réformes appuyés par les interventions des députés martiniquais au parlement.

Mais le Conseil Général lui même n'est pas pour grand-chose dans les mesures qui seront prises immédiatement par le gouvernement sous la pression de l'explosion du mécontentement des masses populaires et de la jeunesse en particulier. Car ce sont ces dernières qui exigent, et obtiennent le retrait des CRS de la Martinique, l'annulation du départ du «De Grasse», et quelques améliorations sociales comme le relèvement du SMIG, des allocations familiales pour certaines catégories de travailleurs.

RIEN N'EST REGLE

Le calme est revenu sur la ville. Les morts ont été enterrés. Mais le gouvernement colonial et les possédants ont eu peur de cette révolte spontanée de toute une jeunesse. Leur réaction sanglante et brutale a d'ailleurs été à la mesure de cette peur. Le gouvernement a compris cet avertissement et va s'employer à partir de ce moment à canaliser et freiner la vitalité de ces jeunes en chômage qui ne trouvent d'autres échappatoires que dans la violence et la révolte.

Il va s'employer à mettre sur pied tout un plan, qui, à défaut de procurer du travail sur place aux jeunes, va leur offrir des perspectives ailleurs, et surtout va vider les Antilles de ce potentiel révolutionnaire qu'est cette jeunesse qui inquiète tant le pouvoir colonial. C'est alors le début de la politique d'émigration qui, avec le Bumidom, va drainer des dizaines de milliers de jeunes vers la France. En même temps est mis en place le «plan Némo» qui réorganise le service militaire pour éloigner les jeunes du contingent pendant toute leur période de service sous les drapeaux, et qui vise à leur offrir sinon un emploi, du moins une formation professionnelle, dans le cadre du SMA.

Mais parallèlement, le gouvernement prend d'autres précautions pour assurer l'ordre colonialiste en Martinique. Car si les CRS sont partis, les gendarmes font leur arrivée en force et les casernes s'érigent un peu partout. Le pays est quasiment quadrillé, chaque bourg ayant son quota de gendarmes pour surveiller la population.

Mais cet encadrement policier et militaire ne peut suffire à arrêter une population qui décide de relever la tête et de se battre. La révolte des jeunes de décembre 59, il y a 20 ans, a marqué le début d'une remise en cause fondamentale de tout un système, le colonialisme, qui n'aboutit qu'à une impasse pour les peuples des Antilles.

Les évènements ultérieurs, l'affaire de l'OJAM, les grèves de février 74, en Martinique, Mai 67 et l'affaire du GONG en Guadeloupe, ont prouvé que cette remise en cause ne pouvait aller qu'en s'amplifiant. Et si le système survit tant bien que mal actuellement, en réalité il est à la limite de l'équilibre.

MARTINIQUE

LES SYNDICATS OUVRIERS S'ACCROCHENT AU TRAIN DES FONCTIONNAIRES

Les deux missionnaires, Aymard et Montbezat, envoyés successivement par Dijoud pour discuter avec les fonctionnaires, semblent avoir fait chou blanc. Visiblement, ils n'ont pas réussi à convaincre les fonctionnaires que leurs salaires devraient être baissés, et ils ont du repartir les mains aussi vides qu'ils étaient venus. Dijoud avait cependant donné les consignes à ses deux émissaires : souplesse, apaisement et négociation en douceur. Après le grand mouvement de protestation des fonctionnaires au mois d'octobre, Dijoud est soudain devenu beaucoup plus prudent et plus compréhensif. Il tergiverse, cherche à temporiser et à amadouer les syndicats de fonctionnaires. Lui même n'a d'ailleurs pas osé se présenter en personne devant eux. Après l'accueil qu'il avait reçu en octobre, on le comprend !

Face aux propositions du gouvernement de négocier, les syndicats de fonctionnaires répondent : il n'est pas question de discuter séparément du problème des salaires des travailleurs de la fonction publique et de ceux du secteur privé ! C'est du pouvoir d'achat de tous les travailleurs qu'il faut d'abord discuter, et du relèvement du SMIC en premier lieu. En effet, les syndicats de fonctionnaires, à la suite de la grève générale d'octobre, ont constitué avec les syndicats ouvriers (CGTM, CDTM) un Comité de Coordination des organisations syndicales de la Martinique, qui a établi une plate-forme revendicative portant sur l'augmentation du SMIC, l'application des lois sur le chômage, l'amélioration de la couverture sociale des salariés, la survie de l'usine du Lareinty, l'arrêt des licenciements.

Pour les syndicats de fonctionnaires, poser comme préalables à toute négociation le relèvement des salaires ouvriers ou l'indemnisation du chômage signifie clairement qu'ils n'en tendent pas céder et qu'ils répondent au chantage du gouvernement sur leur prétendu statut de «privilégiés» par une proposition inverse : si vous voulez supprimer les privilèges, disent-ils à Dijoud, commencez par améliorer le sort des plus pauvres. Dans leur combat contre les attaques de Dijoud, les syndicats de fonctionnaires se sont cherché des alliés du côté des syndicats ouvriers.

Mais si les fonctionnaires ont commencé à se défendre en descendant dans la rue, les syndicats ouvriers eux, laissent entendre aux travailleurs que le simple fait de se rallier aux négociations après le combat des fonctionnaires leur permettra d'obtenir un certain nombre de revendications. En somme, ils les invitent à se reposer sur la lutte de ces derniers pour obtenir dans la foulée quelques améliorations de leur sort. Ils leur laissent croire que les négociations gouvernementales - fonctionnaires leur apporteront des résultats concrets et positifs quant à l'augmentation de leurs salaires, l'indemnisation du chômage, les prestations sociales, l'arrêt des licenciements, etc. . .

Ceci est un leurre. Le gouvernement ne cédera rien tant qu'il ne sera pas contraint par la lutte à le faire. Si les fonctionnaires ont obtenu ne serait-ce que le fait que le gouvernement décide de ne pas appliquer, au moins pour l'instant, les mesures qu'il envisageait, c'est parce qu'ils se sont battus avec détermination et qu'ils ont su trouver ainsi la seule façon de se faire comprendre de ce gouvernement : par la lutte !

Il en sera de même pour les travailleurs, ouvriers et employés. Seule leur lutte, et une lutte vigoureuse et la plus large possible, leur permettra d'arracher leurs revendications du gouvernement et du patronat.

Or, les bureaucrates dirigeants des syndicats CGTM et CDTM, les Lamon, Lange, Tanger veulent les engager dans la seule voie de la négociation, de la discussion autour du tapis vert, en leur faisant croire que grâce à l'unité avec les fonctionnaires ils pourront faire l'économie de leurs propres luttes, en profitant du mouvement et de la lutte de ces derniers.

C'est une façon pour ces dirigeants d'éviter de poser devant les travailleurs le problème de la nécessité d'une lutte offensive pour toute la classe ouvrière dans la période de crise actuelle. Mais c'est également un moyen pour eux de justifier aux yeux de leurs adhérents leur place à la tête des syndicats et leur rôle de «négociateurs», d'«interlocuteurs», de «porte-paroles» des travailleurs et de «défenseurs» de leurs intérêts face au gouvernement. Ils espèrent obtenir ainsi quelques broutilles qu'ils pourraient servir aux travailleurs, résultats de leurs talents de négociateurs, tout en leur laissant espérer mieux par la poursuite de négociations encore plus poussées et plus approfondies ! Ainsi accréditent-ils l'idée qu'il est possible d'obtenir quelque chose sans se battre et que les travailleurs surtout doivent leur faire confiance et leur laisser la charge de défendre leurs intérêts, sans intervenir, sans lutter.

Mais cette lutte est inévitable si les travailleurs veulent obtenir autre chose que de misérables miettes, dans la liste des revendications qu'ils veulent voir satisfaites.

LES PLEURNICHERIES DE LA DROITE A L'ASSEMBLEE

Les députés de la droite colonialiste ont parfois de ces accents de vérité qui seraient touchants si on ne savait que leur but essentiel est, en dénonçant ces jours-ci certains aspects de la politique coloniale dans les prétendus DOM, de satisfaire un électorat de plus en plus sensible aux discriminations de toutes sortes.

Cela est d'autant plus vrai cette année pour les députés RPR depuis que Chirac, leur chef, a lancé sa guérilla parlementaire contre Raymond Barre.

Il y a un mois environ, on avait pu entendre la volée de bois vert infligée par les députés RPR de Guadeloupe à Dijoud. Maintenant, c'est au tour de Riviérez, député RPR de Guyane de s'en prendre sévèrement à la politique gouvernementale en matière de prestations sociales. Ecoutons-le parler à la tribune de la Chambre des Députés :

. . . Les familles n'ont les mêmes droits que les familles de Métropole que pour trois prestations : l'allocation de rentrée scolaire, l'allocation aux handicapés, les congés de naissance ou d'adoption. Pour tout le reste, nous nageons dans l'inégalité. Qu'il s'agisse des allocations d'orphelin, d'éducation spécialisée, de logement à caractère social, de logement à caractère familial, de prime de déménagement, d'allocations familiales proprement dites, de complément familial, d'allocations prénatales ou post-natales, de prêts aux jeunes ménages, partout c'est l'inégalité. . . Quelques exemples : allocation de parent isolé pour deux enfants à charge : 2372,50 Fr en Métropole, chez nous 1352,70 Frs. La différence est énorme ! Allocations familiales proprement dites pour trois enfants : 607,36 Frs contre 375,85 Frs dans les DOM. C'est beaucoup ! Complément familial : ici 395 Frs par mois, chez nous 229,20 Frs. C'est trop ! Allocation pré-natale : 2467,40 Frs en Métropole, allocations post-natales : 2467,30 Frs. . . nous n'avons rien de tout cela sinon une aide pour la protection de la maternité de l'ordre de 500 Frs. Allocation d'orphelin total : 284,70F en Métropole, 187,87 F dans les DOM. . . Notre régime est celui de 1932, non de 1946... Il peut y avoir des adaptations. . . mais il ne faudrait tout de même pas exagérer ! Quand je pense qu'il a fallu je ne sais combien d'années pour que la durée d'exercice d'une activité professionnelle soit ramenée à 90 jours par an pour pouvoir bénéficier des prestations sociales alors que cette condition est maintenant supprimée en Métropole, je dis que c'est trop. . . L'allocation de logement à caractère social n'est pas encore attribuée alors qu'une loi du 17 juillet 1978 en a décidé autrement, je dis que c'est exagéré. . . S'il s'agissait d'adaptation pourquoi en Guyane où nous n'avons pas assez d'enfants n'a-t-on pas appliqué intégralement la législation ? . . . Les familles ont les mêmes besoins.

Il y a identité de charges, de soucis et comme la civilisation française est la même, d'angoisses. . . Nous aussi nous avons le droit de prétendre à l'égalité des chances pour nos enfants».

Monsieur Riviérez ne fait que décrire là la réalité de la politique gouvernementale, politique marquée par l'inégalité.

Mais Monsieur Riviérez et ses émules du RPR ne réservent ce genre de discours que pour la Chambre des Députés. Leur attitude est tout juste contraire en période électorale. A ce moment-là, ils adorent de nouveau ce qu'ils venaient de brûler, et c'est précisément la politique de prestations sociales de la France qu'ils vantent sur tous les tons ! Pour eux, cette politique sociale est le fin du fin et pratiquement, tout le monde nous envierait nos allocations diverses, et c'est à cause d'elles qu'il faudrait accepter la présence française sur nos pays.

Après avoir trompé la population, ces messieurs de la droite s'en vont protester sur le manque de générosité du gouvernement. Force est de constater que leurs propos manquent singulièrement de puissance. Il faut les considérer pour ce qu'ils sont : des pleurnicheries incapables d'émouvoir un gouvernement qui précisément en ce moment essaie d'en faire le moins possible en matière sociale et bien au contraire revient sur des acquis antérieurs comme en font foi les nouvelles attaques contre la Sécurité Sociale.

ECHOS DES ENTREPRISES

CENTRE HOSPITALIER DE FORT DE FRANCE

POUR LA DIRECTION : 9 = 6 = 2 (? ? ?)

D'après la direction, notre grève au CHFF a causé un trou dans son budget qui ne pourra être comblé qu'au bout de 6 mois d'après le directeur général, 2 ans d'après son adjoint.

Allons messieurs, mettez vous d'accord, neuf jours = six mois, ou neuf jours = 2 ans ?

En tous les cas, vous et les mathématiques n'a fait deux !

LA DIRECTION POUSSE A LA FAMINE.

Depuis déjà quelque temps, les malades sont rationnés comme à la guerre.

Des gamelles apportées par les familles apparaissent déjà sur les tables de nuit.

Les malades sont mécontents de voir qu'ils payent une journée d'hospitalisation aussi cher et retrouvent des diners maigres comme : potage, un morceau de tarte de poisson, deux tranches de cresson, flan.

Ce peu, disent-ils, leur fait passer une mauvaise nuit car leur estomac est vide. Et après un aussi maigre repas, les malades doivent attendre 15 heures pour avoir un petit déjeuner encore plus léger.

Et dire que la direction affirme qu'elle ne veut pas pénaliser les malades !

METAL SYDNEY : UN SUCCES DES TRAVAILLEURS...

Les ouvriers qui réclamaient 1,25F d'augmentation de l'heure ont obtenu 1F après une journée et demie de grève, les 3 et 4 Décembre.

Leur détermination a contraint le patron à reculer et à payer une journée de grève.

Effectivement, ils ont su trouver le bon moyen pour arracher leur revendication.

. . . MAIS RESTONS VIGILANTS !

Après la grève, le patron a décidé par mesure de rétorsion de ne pas payer le 13ème mois. Mais les travailleurs ne l'entendent pas de cette oreille et sont bien décidés à le faire revenir sur ses déclarations car ils n'entendent pas du tout perdre un avantage acquis.

SOCALTRA . UN ACCIDENT EVITE DE JUSTESSE

A de nombreuses reprises, nous avons dénoncé le mauvais état et le fonctionnement défectueux du pont roulant.

Mercredi dernier, un incident est survenu, qui aurait pu avoir des conséquences graves. Le pont transportait une cheminée et lorsqu'on a voulu l'arrêter, la commande est restée bloquée. Le pont a continué à avancer et a failli écraser quatre ouvriers qui travaillaient là. Heureusement, ceux-ci l'ont vu à temps et ont pu s'enfuir.

La direction a fait semblant de réparer le pont, mais ce n'est que du bricolage car elle a fait remplacer la vieille commande par une autre aussi vieille qui finira par céder elle aussi.

Exigeons la révision technique du pont, mais aussi de toutes les machines de l'atelier, qui elles aussi sont en mauvais état!

Nous ne voulons pas laisser notre peau pour les profits de la Socaltra !

SECURITE SOCIALE FORT DE FRANCE : TRAVAILLEZ, PRENEZ DE LA PEINE...

Pour avoir refuse de transporter une corbeille de matériel trop lourde, deux manutentionnaires ont été traduits devant la direction par les «chefs» du magasin de matériel pour insubordination.

Mais une fois n'est pas coutume, et sans doute excédée par les trop nombreux appels à la répression de ses tyranneaux, la direction a reconnu le bien fondé de l'attitude des deux manutentionnaires et a refusé de sanctionner comme le réclamaient les chefs.

Les chefs auraient mieux fait de venir donner un coup de main, cela aurait été plus simple et ils en seraient sortis peut-être plus fatigués mais moins ridicules!

LA NOTATION DE FIN D'ANNEE : UN CADEAU EMPOISONNE !

La surprise de fin d'année est la note. Celle-ci est attendue avec appréhension par nombre de travailleurs car d'elle dépend un avancement un peu plus rapide et une légère augmentation de salaire.

Mais contrairement à ce qu'affirme la direction, elle ne reflète pas le travail fourni durant l'année.

En réalité, la direction l'utilise pour nous diviser, pour nous pousser à faire du zèle et pour nous rendre dociles.

C'est cela la vraie raison d'être de cette méthode enfantine de traiter les travailleurs.

Exigeons la suppression de la notation !

REUNION DE L'OPEP A CARACAS

La réunion des pays producteurs de pétrole (OPEP) à Caracas fait couler beaucoup d'encre et de salive. Il n'est pas un commentateur occidental de la grande presse qui ne mette l'accent sur le danger que représenterait pour l'économie des pays riches la volonté des membres de l'OPEP d'augmenter le prix du pétrole. Les commentaires vont de l'information faussement objective ayant des airs d'explication de science économique aux arguments frisant le racisme : «C'est la faute des Arabes » !

Ce qui est remarquable c'est que ces mêmes commentateurs ne sont pas aussi zélés pour mettre en lumière le pillage éhonté des pays pauvres par les riches dans tous les domaines. Il n'y a pas un coin d'Afrique, d'Amérique Latine ou d'Asie (hormis les Etats où les nationalistes radicaux sont au pouvoir, comme en Chine ou à Cuba) où les sociétés américaines, françaises, hollandaises ou autres n'exploitent les richesses de ces pays. En particulier l'impérialisme français est bien placé dans ce pillage. Exemple : La Centre-Afrique de l'ex-Bokassa 1er, le Gabon, la Mauritanie où toutes les richesses de ces pays, agricoles ou industrielles sont systématiquement extraites pour s'en aller vers la France.

Les bourgeois et les gens qu'ils paient pour commenter trouvent excessives les demandes d'augmentation des pays producteurs de pétrole ? La belle affaire, et les beaux mensonges que l'on déverse sur ce problème ! Les principaux bénéficiaires de l'extraction et de la commercialisation de produits pétroliers ce sont les trusts américains, anglo-hollandais et français. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à voir le niveau des bénéfices qu'ils réalisent.

Les producteurs de pétrole sont, malgré les royalties pétroliers, des pays pauvres. Et en tant que tels ils doivent se battre pour ne pas être trop désavantagés sur un marché mondial dont le fonctionnement et les règles sont fixés par l'impérialisme et en particulier l'impérialisme américain. Les hausses provoquées sur le prix du baril de pétrole ne leur permettent même pas de compenser les pertes dues à la baisse de valeur de la monnaie américaine. Or le dollar est la seule monnaie qui sert dans le paiement du pétrole. Malgré des réajustement successifs (4 depuis 1978), le prix du pétrole brut ne suit pas l'inflation. Si on compare l'indice des prix en France depuis 1974 et les prix du pétrole brut dans le même temps, on constate aisément qu'en octobre 79 les prix en France ont augmenté de 81 % alors que le pétrole n'a augmenté que de 31 % dans le même laps de temps.

Ce que la presse bourgeoise ne dit pas c'est que les augmentations d'essence à la pompe ne profitent pas aux pays producteurs mais aux trusts américains, français, britanniques et autres . . .

Et mêmes certains d'entre nous, travailleurs antillais reprennent bien souvent, comme en France, les propos racistes et faux qui esquivent le fait que les prix élevés sont voulus par les capitalistes des pays industrialisés. Ils ont tort de le faire. Nous, travailleurs, devons savoir que notre principal ennemi c'est bien le système auquel appartiennent les grands trusts du pétrole. Ce système, c'est lui qui est le fauteur d'inflation et de crise. C'est lui qui doit être la cible de notre mécontentement. Pas les pays producteurs.

Les régimes politiques qui sont dans ces pays producteurs de pétrole sont pour la quasi-totalité des régimes anti-démocratiques, dirigés bien souvent ouvertement contre les travailleurs. Ils sont aussi pour la plupart les complices du pillage et de l'oppression de leur propre peuple par l'impérialisme. Mais, et leur critique et la lutte contre eux, c'est notre affaire à nous, opprimés. Ne laissons pas ceux qui sont dans le camp des exploiteurs et des oppresseurs impérialistes prendre prétexte de cela pour nous rallier à eux - mêmes par nos prises de positions. Car demain, c'est contre nous, travailleurs, que ces impérialistes gavés de richesses et fous de puissance se retourneront.

RACINES :

suite de la page 1

film contient un certain nombre de contre-vérités ou laisse dans l'ombre un certain nombre de vérités qu'il convient de dévoiler.

Ainsi, toute l'organisation sociale, la vie même des mandingues est décrite sous un aspect idyllique qui a bien souvent peu de rapport avec la réalité. On oublie presque que l'esclavage existait dans cette société, on ne perçoit pas la situation inférieure dans laquelle se trouve la femme mandingue. Les auteurs nous dépeignent une communauté quasi idéale, en quelque sorte fermée sur elle-même, alors que c'est faux. En réalité, la société mandingue était depuis déjà bien des siècles une société hiérarchisée, avec ses chefs et ses rois, dont le plus célèbre Soundiata commanda et exploita plusieurs millions d'hommes.

De plus, si la traite a été possible, c'est bien parce que de nombreux royaumes africains l'ont organisée à leur propre profit. Le cas le plus connu est celui du royaume des Fons, dans le Bénin actuel. L'activité essentielle des Fons était la guerre déclenchée avec toutes les tribus voisines, de la Nigéria par exemple. Cela permit la capture de centaines de milliers de personnes vendues comme esclaves aux négriers. Autrement, il aurait été bien difficile aux négriers de parvenir à leurs fins, d'autant plus que les ethnies auxquelles ils se seraient heurtés, celles de la côte, étaient les plus évoluées et les plus aptes à se défendre. Donc, pratiquement dès le départ, il n'y eut aucune solidarité raciale en Afrique même, mais plutôt des conflits d'intérêt entre les différents royaumes et états africains. Car les rapports que les hommes entretiennent entre eux, en Afrique comme ailleurs, sont déterminés par l'intérêt de leurs classes sociales respectives et non d'après une solidarité raciale mythique comme veulent le faire croire bien des nationalistes par exemple.

Enfin, et au contraire de ce qui est sous-entendu dans le premier épisode, il ne faut pas croire que c'est par méchanceté gratuite ou par perversion que les Européens franchirent les mers et capturèrent au fil des siècles des dizaines de millions d'hommes pour les envoyer en Amérique. L'esclavage a été un moyen pour le capitalisme naissant d'amasser encore plus vite les richesses nécessaires à son essor et à son expansion comme mode de production dominant à l'échelle du globe. L'argent nécessaire au démarrage industriel en Angleterre et en France a été trouvé dans le commerce triangulaire qui se faisait entre l'Europe, l'Afrique et l'Amérique et dans le travail des plantations. Un voyage triangulaire assurait à l'heureux propriétaire du bateau et de sa cargaison un profit de 400 % ! Le sucre, le coton, le café, le tabac, le cacao d'Amérique produits par les esclaves s'échinant sur les plantations sous le regard et le fouet du commandeur enrichissaient les négociants de Bordeaux, de Nantes, de Liverpool et de Bristol, apportaient des capitaux à la bourgeoisie européenne et allaient permettre le développement de l'industrie. Voilà pourquoi la profession de négrier et surtout celle de colon étaient non seulement admises mais encore louées dans la bonne société bourgeoise.

Ces intérêts très concrets et bien palpables furent donc en fin de compte le ressort de cette course aux esclaves et le fondement de ce système odieux. C'est précisément le point de départ du film et c'est fort malheureusement celui qui est laissé dans l'ambiguité ou n'est traité que de manière allusive.

En dépit de toutes ces critiques, «Racines», qui passe le mercredi et le samedi doit être vu par le plus grand nombre.

L'IMPERIALISME PARLE DE PAIX...MAIS IL PREPARE LA GUERRE

Les Etats Unis viennent d'obtenir de pays européens membres de l'OTAN (pacte militaire qui lie les Etats Unis et la plupart des pays européens) leur accord pour l'installation sur leur territoire de plusieurs centaines de missiles nucléaires capables d'atteindre l'Union Soviétique et ses alliés du pacte de Varsovie.

Selon les Etats Unis et les pays membres de l'OTAN, l'installation de ces missiles serait une réplique à l'apparition de nouvelles armes soviétiques et à l'augmentation des forces du pacte de Varsovie. Elle viserait donc à mieux défendre l'Europe occidentale contre une «agression» soviétique.

A entendre les déclarations officielles ainsi que la propagande faite autour d'elles, par la presse, la radio, la télévision, on pourrait presque croire que l'Union Soviétique serait sur pied de guerre et s'apprêterait à envahir l'Europe ! Tout le monde sait qu'il n'en est rien. Mais cela n'empêche pas l'impérialisme américain et ses acolytes de maintenir en état d'opérer son matériel et ses troupes.

Comble d'ironie, ce sont les mêmes qui parlent de la nécessité de maintenir la paix et de procéder à un certain désarmement ! Certains vont même jusqu'à dire qu'augmenter le nombre des armes atomiques en Europe aujourd'hui permettrait de mieux négocier en position de force avec l'Union Soviétique un futur accord de désarmement.

Autrement dit, on s'armerait pour ne point se battre demain. Ce qui serait déjà une aberration, mais la réalité est encore pire. Le monde actuel est une véritable poudrière et l'actualité de ces dernières semaines à montré qu'il suffisait de bien peu de choses pour que la tension monte et que l'on reparle de troisième guerre mondiale.

On ne voit donc pas très bien ce qui pourrait empêcher l'impérialisme américain, s'il croit avoir l'avantage, d'en découdre à n'importe quel moment avec l'Union Soviétique.

Car celle-ci est toujours considérée comme son principal ennemi. Les deux dernières boucheries mondiales sont là pour rappeler que la menace d'une nouvelle guerre mondiale ne peut en aucun façon être considérée comme une exagération ou une dramatisation de la situation.

C'est bien pour cela que le meilleur moyen de prévenir la guerre c'est de mettre fin au système qui la déclenche : le système capitaliste. Le système capitaliste a de tout temps eu besoin de guerres pour vivre et se développer.

Et si nous ne voulons plus vivre sous la menace, il faudra l'abattre.

SAINT-VINCENT

MILTON CATO REPRIME A L'ILOT UNION

L'affrontement entre les forces de répression du gouvernement de Saint-Vincent, appuyées par des troupes barbadiennes et la trentaine de «Rastas» qui s'étaient emparés du poste de police et de l'aéroport de l'ilot Union, dépendant de Saint-Vincent, semble avoir été plus sérieux qu'on ne le laissait tout d'abord entendre.

Un communiqué officiel avait tout d'abord affirmé que le gouvernement de Milton Cato avait sans problèmes pris le contrôle de cet ilot peuplé de 4000 habitants. Mais selon de nouvelles sources, il y aurait eu au moins un mort et une douzaine de blessés.

Rappelons que l'objectif des «Rastas» était de protester contre la mauvaise situation qui régnait dans l'ile. Cato a promis de s'occuper des problèmes des habitants d'Union ; c'est bien le moins qu'il pouvait faire après cette sanglante répression. De telles promesses ne sont pourtant nullement une garantie, et la population d'Union, comme celle de Saint-Vincent, auront sans doute bien d'autres luttes à mener face au gouvernement réactionnaire de Milton Cato.

Cette affaire a failli provoquer une crise politique à la Barbade, après l'envoi par le gouvernement de Tom Adams de troupes pour soutenir Cato, et cela dans les deux heures qui ont suivi l'appel de ce dernier. Pour tenter de justifier ce peu héroïque «fait d'armes», Adams a déclaré devant le parlement que les premières 24 heures étaient le moment crucial daps les tentatives de coup d'Etat ! Le fait qu'une trentaine de «Rastas» aient à ce point effrayé les gouvernements les plus réactionnaires de la Caraïbe montre qu'eux mêmes ne se sentent nullement à l'abri et craignent de subir le sort de l'ancien dictateur de Grenade, Eric Gairy.

CRISE POLITIQUE A SAINTE-LUCIE

La crise semble s'accentuer à Sainte-Lucie, entre le premier ministre Allan Louisy et son second, George Odlum, membres tous deux du parti travailliste dont Odlum est censé représenter l'aile gauche. Cette crise était latente depuis la victoire de ce parti aux élections législatives, il y a quelques mois. Odlum, considéré comme pro-castriste, semble avoir avec lui une bonne partie des ministres et de l'appareil du parti au pouvoir.

Nul ne peut, à l'heure où nous écrivons, affirmer si cette tension entrainera des changements à la tête du gouvernement, ou se résoudra par un compromis.

Quoiqu'il en soit, les divergences entre Odlum et Louisy semblent relever davantage d'ambitions politiques opposées que de profondes divergences idéologiques. Et la population laborieuse de Sainte-Lucie si elle veut un réel changement de sa situation ferait bien de tabler davantage sur ses propres capacités de lutte que de soutenir les ambitions de l'un ou l'autre des deux leaders d'un parti qui, sous des couleurs progressistes, n'en défend pas moins essentiellement les intérêts de la bourgeoisie.

RHODESIE

SUITE DE LA PAGE 1

groupement des troupes de guérilla en certains points du territoire Rhodésien. Les britanniques et les gouvernants rhodésiens veulent fixer 15 points de rassemblement au voisinage de la frontière de Zambie et de Mozambique, estimant les troupes nationalistes noires à 17 000 combattants. Le Front Patriotique revendique 35 000 hommes armés et réclame 31 points de rassemblement au centre de la Rhodésie près des villes très peuplées telles Salisbury et Bulawayo. Il estime que se regrouper près des frontières et pratiquement coupé du pays, représente un danger d'être exterminé, si jamais le gouvernement en place des Smith et Muzorewa brisait l'accord de cessez-le feu.

Le Front Patriotique, habitué sans doute -et avec raison- aux manœuvres des blancs de Rhodésie et peu confiant dans la pureté des intentions anglaises, fait remarquer qu'avant même que l'accord soit signé, le représentant britannique est déjà sur place. Tout se passe comme si la Grande-Bretagne - en cas où l'accord de cessez-le-feu n'aboutirait pas - serait prête à faire pression avec ses troupes sur les nationalistes noirs.

On le voit, tout dépend, avant les élections qui respecteraient le droit de la majorité noire à diriger le pays en tout ou en partie - du rapport de force armé. Si les nationalistes peuvent obliger leurs adversaires à reculer suffisamment, alors ceux-ci pour avoir la paix seront bien obligés d'admettre les droits de la majorité noire du pays.

ELECTIONS PRUD'HOMMALES : CONFIRMATION DE L'INFLUENCE DE LA C.G.T.G. ET DE LA C.G.T.M.

Les élections prud'hommales qui se sont déroulées le 12 décembre ont intéressé 50 000 travailleurs en Guadeloupe et en Martinique. La participation a atteint 48,7 % en Martinique et 44,3 % en Guadeloupe et reste bien plus faible que celle de la France (63,2 %).

La première constatation est la victoire des 2CGT La CGTG obtient près de 70 % des suffrages exprimés et 13 sièges sur 20.

La CGTM obtient 78 % des voix et 17 sièges sur 20.

Ces résultats confirment donc la prépondérance actuelle des syndicats dominés par le PCG et le PCM, en dépit de la concurrence que leur font les syndicats nationalistes qui aussi bien en Guadeloupe (UGTG), qu'en Martinique (CSTM) n'ont pas jugé bon de se présenter.

Il faut signaler en outre que ces élections demeurent partielles car bien des patrons ont soit refusé d'inscrire leurs employés sur les listes électorales, soit ont montré peu d'empressement à leur laisser accomplir leur devoir d'électeur. Par ailleurs, le scrutin a été souvent mal organisé. De nombreuses personnes n'ont pu voter à certains bureaux de vote car l'affluence était trop grande.

COMMUNIQUE DE L'O.M.C. DE POINTE A PITRE

Mardi 8 Janvier 1980

Maison de la Culture Rémy NAINSOUTA

à 18 heures précises .

Au programme :

« CAHIER D'UN RETOUR AU PAYS NATAL »

d'Aimé CESAIRE

Nous invitons les lecteurs de Combat Ouvrier à participer nombreux à la discussion de ce livre.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR

Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728